
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 22 au 28 novembre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relations Etats-Unis/Mexique

La restructuration de la production de *General Motors* en Amérique du Nord devrait avoir un impact limité sur le Mexique en 2019 (la production de Chevrolet Cruze dans les usines mexicaines devrait cesser et être substituée par celle des SUV Blazer). **Toutefois, l'ampleur des suppressions d'emplois dans le pays reste à être évaluée.** Dans le but de réaliser des économies de 6 Mds USD à l'horizon fin 2020, *General Motors* prévoit de diminuer la masse salariale de 15% en Amérique du Nord, soit 8 100 postes. L'entreprise emploie 19 000 personnes au Mexique, soit 35% des emplois qu'elle génère en Amérique du Nord.

Economie

Les dix projets sociaux et d'infrastructure présentés par le futur Gouvernement ont été approuvés à plus de 90% lors de la consultation publique des 24 et 25 novembre derniers. Près de 950 000 citoyens ont participé dans 538 municipalités.

Selon l'INEGI, le PIB mexicain a crû de 2,6% (g.a.) au 3^{ème} trimestre, tiré par le dynamisme du secteur tertiaire (3,3% g.a.). Le secteur secondaire a crû de 1,2% (g.a.), le secteur primaire de 2,3% (g.a.). Au 2^{ème} trimestre, la croissance de l'économie mexicaine avait été de 1,6% (g.a.).

La Banque centrale (Banxico) a abaissé ses prévisions de croissance pour 2019 de 0,1 point de pourcentage. L'institution prévoit désormais une croissance entre 1,7% et 2,7% pour l'année. Banxico explique la révision à la baisse de la croissance par l'incertitude causée par les politiques publiques qui devraient être mises en place par la nouvelle Administration. Banxico a également réduit ses estimations pour 2018, entre 2% et 2,4% (vs. 2% et 2,6% estimés en juin).

Des sorties nettes de capitaux pour 1,8 Md USD ont été enregistrées entre juillet et septembre 2018. Seul le T3 2017 avait enregistré une sortie de capital plus importante depuis l'investiture d'Enrique Pena Nieto. Selon Banorte, cette tendance s'explique par le climat actuel d'incertitude global. Sur la même période en 2017, les sorties de capitaux avaient atteint 3,5 Mds USD.

Selon l'INEGI, 47% des mexicains âgés de 18 à 70 ans détiennent au moins un compte en banque. Les inégalités régionales sont importantes : la détention de produits financiers au niveau national est stimulée par les États du nord-ouest (60%), de la Ville de Mexico (56%) et du nord-est (51%). Seuls 22% des mexicains équipés en compte bancaire font usage de leur application de banque en ligne.

L'informalité a atteint en octobre son niveau le plus bas depuis 2005, pour atteindre 55,3% de la population active selon l'INEGI. Le taux de travailleurs informels a diminué d'1,4 pt% par rapport au mois de septembre. En octobre, le taux de chômage atteignait 3,2% de la population active, soit un niveau légèrement inférieur à celui enregistré en septembre (3,3%).

En octobre, PEMEX a produit 1 764 M de barils de pétrole brut par jour, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. En octobre, la production a diminué de -7,2% en glissement annuel et de -3,2% par rapport à septembre 2018. Dans son *business plan* 2017-2021, PEMEX prévoit d'élever la production de pétrole brut à 1 915 M de barils/jour en 2018, objectif difficilement atteignable compte tenu de la tendance actuelle, selon le Directeur Général de l'entreprise publique, Carlos Treviño.

Le Parti des travailleurs planifie de présenter cette semaine un projet de loi prévoyant que l'Etat se substitue aux *Afores* dans la gestion de l'épargne destinée au paiement des pensions de retraite. Le centre de recherche sur les

retraites de l'ITAM et la Fondation des Etudes Financières (Fundef) considèrent que ce projet n'est pas viable. La proposition de loi a entraîné une chute des valeurs boursières des groupes financiers cotés à la bourse de Mexico (Banorte -12,95%, Banco del Bajío -8,73% et Santander -6,24%). L'initiative entend interdire l'investissement des ressources dédiées aux pensions de retraites sur les marchés des capitaux, ce qui, selon les experts, entraînerait une baisse des rendements. Par ailleurs, le projet de loi envisage de modifier le montant des contributions des travailleurs.

Dans l'objectif de rassurer les marchés, Carlos Urzúa, futur Ministre des Finances, a annoncé que les Afores ne seraient pas éliminées et que les commissions bancaires ne seraient pas révisées. Les sénateurs et l'Association des Banques Mexicaines (ABM) prévoient de se réunir en 2019 afin de mettre en place des mesures permettant de réduire le coût des services financiers.

Le futur Ministre des Finances a annoncé la candidature de Gerardo Esquivel au poste de sous-Gouverneur de Banxico, suite à la démission d'un sous-Gouverneur actuel pour raisons de santé. L'économiste Victoria Rodríguez Ceja a été annoncée comme future Vice-Ministre des Finances en remplacement de Gerardo Esquivel.

Le FMI a approuvé le renouvellement de la ligne de crédit modulable accordée par l'institution au Mexique, avec un montant légèrement réduit conformément à la demande des autorités mexicaines. Le Mexique disposait d'une ligne de crédit modulable de 88 Mds USD afin de répondre à une crise externe dans le cas où les réserves internationales ne seraient pas suffisantes. A la demande des autorités, le montant accordé par le FMI a été réduit pour atteindre 74 Mds USD, celles-ci considérant les risques moins élevés suite à l'accord commercial tripartite. Le Mexique n'a jamais fait usage de cet outil dont il dispose depuis 2009.

Selon le Directeur de la plateforme de crowdfunding Afluenta, le Mexique serait le pays d'Amérique latine où la concurrence dans le secteur du financement participatif est la plus élevée. Selon lui, les marchés où la concurrence est la plus forte sont ceux se développant le plus rapidement. D'après le neuvième rapport national sur l'inclusion financière, 8 000 entreprises ont obtenu un financement via une plateforme de financement participatif au Mexique en 2017, soit une croissance de 280% par rapport à 2015.

En octobre, le déficit de la balance commerciale mexicaine a atteint son niveau le plus élevé depuis la crise de 2008, soit 2,94 Mds USD. L'INEGI anticipe une décélération économique au 4^{ème} trimestre, sur la base de cette détérioration de la position externe du commerce mexicain.

Finances publiques

Selon Arturo Herrera, futur Vice-Ministre des Finances, les hypothèses retenues pour la construction du budget pour l'année 2019 seront prudents s'agissant des estimations de croissance (inférieure au consensus actuel), d'inflation (entre 3,3% et 3,5%) et du prix du pétrole (entre 55 et 58 USD par baril). Le budget devrait cibler un excédent primaire de 1% du PIB. Herrera a indiqué qu'il souhaitait éviter toute surestimation des recettes fiscales pour 2019.

Pour 2019, le futur Gouvernement prévoit de réduire de -9% (g.a.) les dépenses liées aux salaires et prestations sociales des fonctionnaires du service public, soit la réduction la plus importante enregistrée depuis 1990. Selon l'économiste Leticia Armenta, spécialiste des finances publiques, cette mesure devrait provoquer une fuite des talents du secteur public. Federico Rubli, économiste de l'ITAM, recommande au Gouvernement de se concentrer sur une réduction des postes de travail inefficients.

Le Ministère des Finances anticipe que les revenus publics générés en 2018 seront supérieurs aux prévisions d'1pt% de PIB. Le Gouvernement prévoit un excédent budgétaire compris entre 234 Mds MXN et 250 Mds MXN.

Selon l'OCDE, le manque à gagner lié aux versements de pots-de-vin au Mexique représenterait entre 5% et 10% du PIB. Au niveau mondial, la corruption occasionne une perte d'en moyenne 2% du PIB.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 29/11/2018
Bourse (IPC)	-0,27%	-13,92%	40 989,48
Risque pays (EMBI+Mx)	+0,4%	+25,3%	233
Taux de change USD/Peso	+0,34%	+9,6%	20,298 MXN/USD
Taux de change Euro/Peso	+0,17%	+5,2%	23,070 MXN/EUR
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-7,64%	-0,19%	53,43 USD/baril

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Les systèmes bancaires du Guatemala, Honduras, Salvador, Nicaragua et Costa Rica ont vu leurs actifs augmenter de 3,1% au troisième trimestre 2018 (g.a), atteignant un montant total de près de 130 Mds USD. Avec 44,4 Mds USD (+2,5% par rapport à 2017), le Costa Rica est le pays de la zone qui comptabilise le plus d'actifs. Il est suivi de près du Guatemala (41,3 Mds USD, +3,2%), du Honduras (18,6 Mds USD ; +5,8%), du Salvador (17,5 Mds USD ; +4,5%) et du Nicaragua (7,3 Mds USD ; -3%). Le Costa Rica et le Guatemala cumulent ainsi 2 tiers du total des actifs bancaires de la zone.

Les exportations centraméricaines (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica) de sucre ont chuté de 23,7% (g.a) de janvier à août 2018, passant de 1,195 Md USD à 912,2 MUSD. Les ventes ont été fortement impactées par la baisse des cours mondiaux du sucre. Le Guatemala, principal exportateur de sucre d'Amérique centrale, est le pays qui enregistre la plus grande baisse de ses ventes : -28,7% sur la période considérée (à 488,4 MUSD). 166,1 MUSD/-13,2% pour le Salvador ; 134,5 MUSD/-19,1% pour le Nicaragua ; 73,9 MUSD/-24,7% pour le Costa Rica et 49,3 MUSD/-23,7% pour le Honduras.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

La Chambre constitutionnelle a accordé la garantie nécessaire pour que la loi de renforcement des finances publiques puisse être votée à l'Assemblée à la majorité simple. Cette décision ouvre la voie à une avancée plus rapide du projet de loi dans les prochaines semaines. Les députés pourront désormais voter lors du 2nd débat, mettant ainsi fin à une longue période d'incertitude qui a entraîné une forte dépréciation du colon par rapport au dollar et un rebond des taux d'intérêt.

La décision de la Chambre constitutionnelle a été reçue positivement par les marchés : le prix des bons costariciens émis à l'étranger a augmenté et le colon a cessé de se déprécier. Toutefois des ajustements restent nécessaires pour freiner le déficit et la dette. L'agence Fitch a notamment mis en garde face à d'autres risques tels que le financement du gouvernement, les pressions sur la liquidité et le remboursement du prêt à la Banque centrale.

Le gouvernement pourrait demander l'autorisation à l'Assemblée d'émettre des euro-obligations pour 6 Mds USD sur six ans.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Entre janvier et septembre, les exportations guatémaltèques ont atteint 8,1 Mds USD, soit 2,6% de moins que l'année dernière. La chute des prix internationaux du sucre, du café et du caoutchouc naturel explique en grande partie la baisse des recettes. Cependant, la banque centrale s'attend à un renversement de la tendance d'ici fin 2018 : elle estime qu'à la fin de l'année, les exportations enregistreront une augmentation allant de 0,5% à 3,5%. En particulier, le secteur textile et de l'habillement guatémaltèque devrait générer plus de 1,724 Md USD de recettes d'exportation en 2018, soit une croissance de 12% par rapport à 2017.

Le gouvernement souhaite atteindre 99% de couverture électrique d'ici 2032. Dans cette perspective, le Ministère de l'Énergie et des Mines a affirmé vouloir solliciter des financements de 400 MUSD auprès de banques multilatérales. L'Institut National de l'Électricité (INDE) prévoit ainsi de permettre l'accès à l'électricité à près de 230 000 personnes dans le pays. Ces actions s'inscriront dans le cadre de la Politique d'Électrification Rurale 2019-2032. Le taux de couverture en électricité au Guatemala atteint aujourd'hui 92,6% (seulement 44,36% dans le département de Alta Verapaz).

Sur la période janvier-octobre 2018, la production pétrolière au Guatemala a chuté de 5,18% (g.a). 2,78 millions de barils ont été produits cette année sur cette période, contre 2,93 millions en 2017. Les autorités envisagent cependant de terminer l'année avec une production qui dépasserait les 3,6 millions de barils, soit 100 000 barils de plus qu'en 2017. 90% de la production nationale est réalisée par la compagnie pétrolière franco-britannique Perenco.

Le concessionnaire guatémaltèque de Renault a lancé la distribution du modèle pick-up Renault Oroch, sur le marché. Les véhicules Renault sont commercialisés au Guatemala depuis 2011 par le Grupo Cofiño Stahl au travers de l'entreprise Advance Auto. Cette dernière distribue également les modèles Stepway, Captur, Twizy et Dokker.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Le Sénat américain a adopté le 27 novembre dernier le *Nica Act* qui vise à sanctionner le gouvernement de Daniel Ortega et Rosaria Murillo pour les violations des droits des Nicaraguayens. Cette loi conditionne notamment le vote des représentants américains dans les conseils d'administrations des IFIs à l'adhésion du Nicaragua aux principes démocratiques.

D'après la Chambre nicaraguayenne des restaurants (Canires), le secteur de la restauration est fortement impacté par la crise dans le pays et enregistre des ventes inférieures de 30 à 50% par rapport à 2017. Cette diminution s'explique notamment par la baisse de touristes étrangers au Nicaragua. 800 restaurants, sur 2500 que comptabilise la Canires, auraient été contraints d'arrêter leur activité depuis le début de la crise en avril 2018.

Dans le cadre d'un vaste plan de désinvestissement en 2019, la compagnie aérienne colombienne Avianca annonce qu'elle cèdera l'ensemble de ses parts sociales de la compagnie aérienne locale La Costeña Nicaragua, dont elle est l'actionnaire majoritaire (62%). Cette dernière opère ses vols entre les principales villes du pays, principalement entre Managua et Bluefields, Corn Island, Bilwi, Waspam et Siuna. Cette décision ne serait, d'après ses dirigeants, pas due aux mauvais résultats de La Costeña, mais à un plan de réorganisation interne de l'entreprise.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Le quatrième cycle de négociations en vue d'un accord de libre-échange entre le Panama et la Chine s'est conclu cette semaine. Ce cycle a permis d'aborder, entre autres, les règles d'origine, les procédures douanières, l'accès aux marchés ou encore le commerce de services. La délégation panaméenne a également appuyé l'inclusion d'aspects financiers dans les négociations, le Panama étant une plateforme pour les banques chinoises.

De janvier à septembre, l'IMAE a crû de 3,17% (g.a) contre 5,58% à la même période l'an dernier. Ce ralentissement de l'économie panaméenne est notamment dû à la faible performance du secteur immobilier, de la construction ainsi que de l'exploitation minière.

Entre janvier et octobre 2018, l'activité commerciale de la Zone franche de Colon (ZLC) a enregistré une croissance de 9,9% (g.a.), atteignant 17,96 Mds USD. Sur la période, les importations ont augmenté de 10,4% pour atteindre 8,5 Mds USD tandis que les exportations ont progressé de 9,5%, atteignant 9,5 Mds USD.

A la fin du 3^{ème} trimestre, le service de la dette publique a atteint 2,3 Mds USD (contre 2,0 Mds USD en 2017), dont 1,3 Md USD sont destinés au paiement de capital et 986 M USD aux intérêts et commissions. **Malgré cette augmentation, les indicateurs de risque s'améliorent :** fin septembre, l'EMBIG se situait à 119 points de base, une baisse de 33 pbs par rapport à la fin du 2nd trimestre. Les obligations d'Etat panaméennes sont considérées comme les moins risquées de la région, devançant le Chili affichant un EMBIG à 124 points de base, le Pérou (133 pbs) et le Mexique (256 pbs).

Le consortium Linea 2 Ramal, composé d'Odebrecht et FCC Construcción, a obtenu le contrat pour construire l'extension de la Ligne 2 du Métro, jusqu'à l'aéroport international de Tocumen. Le consortium a fait une offre de 102 M USD. La société brésilienne Odebrecht remporte son premier contrat avec l'État panaméen, après avoir accepté de restituer 220 M USD pour avoir payé des pots-de-vin.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

L'Assemblée Nationale a voté une réforme de la loi sur la responsabilité fiscale, prévoyant une période d'ajustement budgétaire de 5 ans. L'objectif de cette loi est notamment de plafonner la dette (hors retraites) à 50% du PIB et les dépenses de consommation (entendues comme rémunérations et biens et services) à 14% du PIB dès la fin de la période d'ajustement. La pression fiscale, quant à elle, ne devrait pas être inférieure à 18,5% du PIB dès 2021.

Selon une étude de la Fondation Salvadorienne pour le Développement Economique et Sociale (FUSADES), les jeunes Salvadoriens peinent à s'insérer sur le marché du travail : 74% travaillent dans le secteur informel et 47% gagnent moins que le salaire minimum. Les principales faiblesses des jeunes sont leurs faibles capacités mathématiques et leur maîtrise limitée de l'anglais.

Le gouvernement investira 30 MUSD pour la construction et rénovation de 27 centres éducatifs dans le pays. Les appels d'offres seront lancés entre décembre 2018 et février 2019. Ces investissements s'inscrivent dans le cadre du programme FOMILENIO II, lequel est financé par les États-Unis (277 MUSD) et le gouvernement du Salvador (88,2 M USD). Son objectif est de réduire la pauvreté et favoriser la croissance économique dans le pays, notamment à travers l'éducation.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

Scotiabank a annoncé la vente de banques dans 9 pays des Caraïbes ainsi que de ses opérations d'assurance en Jamaïque et à Trinité et Tobago. Republic Financial Holdings Limited (RFHL), a annoncé avoir signé un accord en vue de l'acquisition des activités bancaires de Scotiabank dans les 9 pays (Guyana, Saint Martin, Anguilla, Antigua et Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Christophe et Nevis, Sainte Lucie et Saint Vincent et les Grenadines). Le prix d'achat s'élève à 123 M USD. Scotiabank cherche à se concentrer sur les marchés les plus importants, comme Trinité et Tobago, la Jamaïque et la République dominicaine.

Dominique

2017 – PIB : 0,8 Md USD | Pop : 74 000 hbts

Le pays recevra 9,1 M USD de la part de l'Union européenne, représentant la 1^{ère} tranche d'un paquet de 12,6 M USD destiné à la reconstruction du pays après les dégâts causés par l'ouragan Maria. La subvention soutiendra notamment la construction de 2 abris d'urgence et la réhabilitation de 1 000 maisons dans les zones affectées.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

L'Union Européenne a confirmé un appui budgétaire à Haïti de 35 M EUR, décaissés en 2019. Ce décaissement fait suite à 30 M EUR octroyés en juillet 2018.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La Banque centrale jamaïcaine a indiqué que l'inflation était à nouveau dans l'intervalle cible, à 4,7% g.a. vs. 2,8% g.a. en juin. Le Gouverneur de la BC a indiqué que cette inflation plus dynamique reflétait des prix plus élevés pour les produits agricoles et une hausse des prix de l'électricité. Il a indiqué qu'il projetait une inflation à 4% g.a. pour fin 2018.

Le Premier ministre a signé une facilité de crédit d'urgence avec la BID de 285 M USD. Le prêt est destiné à atténuer le choc financier d'une catastrophe naturelle sur l'équilibre budgétaire, renforçant ainsi la stabilité et l'efficacité financières de la Jamaïque, ainsi que sa préparation aux catastrophes naturelles.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Entre janvier et octobre, les recettes fiscales de la Direction Générale des Impôts Internes ont crû deux fois plus rapidement que le PIB, soit une croissance de 12% g.a. Cela correspond à une collecte de 35 M EUR supérieure à la

cible du budget de l'année. Cette augmentation de la collecte est le résultat de réformes fiscales adoptées en 2017 et 2018 visant à une meilleure collecte et à une plus faible fraude fiscale.

Entre 2013 et 2017, les échanges commerciaux entre la République Dominicaine et les pays d'Amérique centrale ont atteint 650 M USD par an en moyenne. En 2017, le Costa Rica a été le principal partenaire commercial de la République dominicaine en Amérique centrale (220 M USD d'exportations, 60 M USD d'importations).

Les arrivées de touristes par voie aérienne entre janvier et octobre 2018 ont atteint 5,42 M, soit 6,2% de plus qu'à la même période l'année dernière. Ces arrivées de touristes ont été stimulées par les bonnes conditions de la conjoncture étasunienne (42,4% des touristes sur la période).

L'indice mensuel de l'activité manufacturière dominicaine a crû de 6% g.a. en octobre, pour atteindre 58,3 points (vs. 52,7 pts en septembre). La bonne dynamique des volumes de vente et de la production contribuent à expliquer cette croissance. Il s'agit du 9^{ème} mois consécutif au-dessus de la barre des 50 points.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.